

8 février 1962

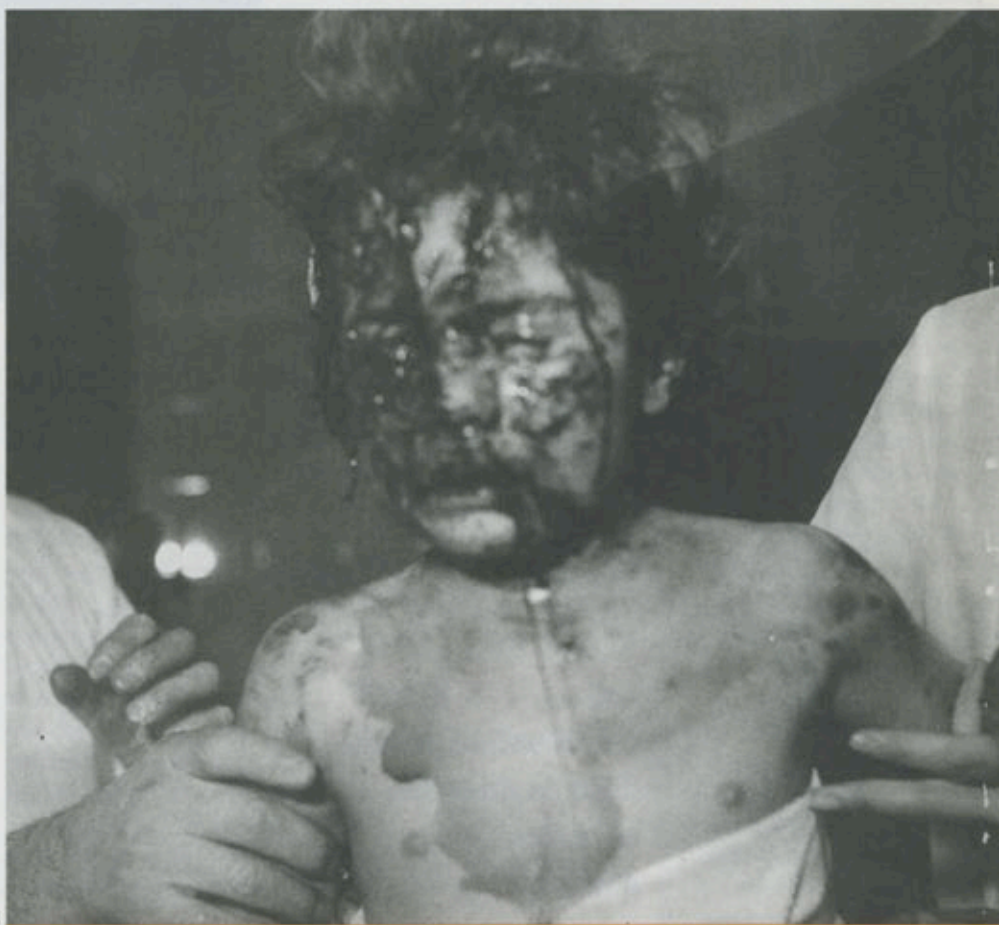
tuerie à Charonne

Une guerre coloniale est toujours une guerre honteuse. Mais quand elle perdure depuis plus de six ans du fait de l'aveuglement de « jusqu'aboutistes » cramponnés au fait colonial, elle devient le terreau des pires exactions. ► PIERRE FAY

EN DÉPIT DES RATISSAGES, des emprisonnements, des fusillades et du recours à la torture préconisé par les généraux Massu, Aussaresses et consorts, il était devenu évident, à toute conscience éclairée, que l'avenir de l'Algérie était d'appartenir aux Algériens. Et cette idée, en dépit des pesanteurs du mythe de la France « civilisatrice » et des séquelles d'un certain racisme « anti-bougnoles », était devenue grâce au long travail de lucidité des mouvements de gauche et de la CGT, l'opinion dominante du monde du travail.

C'est alors qu'un « quarteron de généraux félons » s'empare du pouvoir à Alger et entreprend d'introduire, en métropole, les méthodes terroristes en vigueur en Algérie. Sous l'égide de l'Organisation Armée Secrète (OAS), on voit alors les plasticages se multiplier aux sièges des personnalités et organisations souhaitant la conclusion de cette guerre, de l'appartement de Jean-Paul Sartre (plastiqué à deux reprises) à l'immeuble habité par Henri Krasucki, alors directeur de la VO (une charge de plastic placée dans la cave contre une conduite de gaz). Et c'est pour protester contre une nouvelle série d'attentats de l'OAS, dont l'un a mutilé gravement

Combattre pour imposer la paix en Algérie et barrer la route au fascisme



La petite Delphine Renard, victime d'un plasticage de l'OAS. Une photo qui a révolté la France entière.

au visage la petite Delphine Renard, une enfant de quatre ans, que CGT, CFTC, Unef, auxquels se sont joints le Parti communiste et le PSU, appellent à manifester, ce 8 février, à la Bastille.

Une manifestation marquée au sceau de la défense des valeurs républicaine car jamais depuis 1934, le spectre d'un putsch fasciste

n'a autant menacé le pays. D'autant plus que le courant « ultra » a largement gangrené certaines instances du pouvoir, y compris au sommet. Le massacre des Algériens, qui s'était déroulé dans la soirée et la nuit du 17 octobre 1961, en avait donné une tragique illustration. Et c'est un nouveau massacre, conduit sous la direction des mêmes : Debré, Premier ministre ; Frey, ministre de l'Intérieur ; Papon, préfet de Police, qui va se produire dans la soirée du 8 février 1961 ;



13 février, jour des obsèques, restera marqué dans l'histoire de notre pays.



Un numéro « historique » dans la vie de notre journal.

Cette fois, il s'agit de s'en prendre aux innombrables partisans de la paix en Algérie et de la mise hors-la-loi des factieux. La manifestation parisienne est puissante, résolue et calme. C'est alors qu'autour du métro Charonne, des commandos de police interviennent avec l'intention de tuer. Et ils tuent. Bilan : huit morts et des centaines de blessés, beaucoup frappés à la tête contre les grilles du Métro, par ces énormes « barres à tuer » qu'on appelle les « bidules ».

Il faut relever qu'à l'issue de ce drame et pour s'en justifier, le ministre Frey osera accuser les manifestants d'être « des émeutiers en bandes organisées ». Propos indécents qui lui vaudra cette réplique cinglante du journal *Le Monde* : « Ces éléments existent, c'est vrai. Mais ils sont dans l'État... ».

■ La manifestation est puissante

Dès le lendemain, l'indignation soulève le pays, tout particulièrement le monde du travail et les débrayages se multiplient dans les entreprises. Le Bureau confédéral de la CGT lance le mot d'ordre d'un arrêt national du travail le jour des obsèques des victimes. Initiative rejointe par nombre d'organisations, CFTC, FO, Unef, FEN, Parti communiste, ►

► PSU, organisations de jeunesse, Mouvement de la Paix, etc.

■ Un jour de colère, de dignité, d'exigence

Ce jour des obsèques, 13 février, restera marqué dans l'histoire de notre pays. Un jour de colère, de dignité et d'exigence. Pas de journaux. Pas de trains. Pas d'électricité. Pas de classes... et, à Paris, une mer humaine d'un million de personnes accompagne jusqu'au Père Lachaise les huit victimes, dont la plus jeune n'avait pas quinze ans.

Et dans cet interminable cortège, un sentiment commun « Il faut en finir ». En finir avec la guerre d'Algérie, avec l'OAS, avec les factieux, avec la complaisance du pouvoir.

La semaine suivante, la VO publie un numéro spécial « Anti OAS », qui sera diffusé à 520 000 exemplaires. La conclusion de l'édito, signé Benoît Frachon, éclaire l'enjeu syndical de la lutte : « *Le combat pour imposer jusqu'au bout la paix en Algérie et barrer la route au fascisme créera à la classe ouvrière des conditions plus favorables pour résoudre aussi tous ses problèmes et repartir de l'avant* ». ■



Paris en marche contre le fascisme

TÉMOIGNAGE

« Ils chantaient la Marseillaise »

J'avais à cette « époque » 17 ans et je militais à la Jeunesse Communiste, contre cette sale guerre d'Algérie.

Le soir du 8 février, je suis descendu dans la rue de Charenton avec mon copain Carlitos, qui lui ne militait pas. Nous ne pouvions aller à la Bastille, nous avons rencontré les groupes rue Traversière auxquels nous nous sommes joints pour aller dans le faubourg Saint Antoine. L'atmosphère était lourde et pesante et nous faisons entendre notre colère contre les attentats OAS et contre cette guerre absurde.

Malgré l'interdiction, nous étions des centaines et des centaines de manifestants à se retrouver dans la rue de Charonne, nous dirigeant vers le boulevard Voltaire.

Arrivé à la hauteur du boulevard Voltaire, au bout de la rue de Charonne, j'ai levé la tête et aperçu les parents de mon copain Carlitos qui habitaient à cet endroit au 3^e étage.

Ils étaient à la fenêtre et j'ai insisté très fortement auprès de mon ami pour quitter quelques instants la manif, pour monter

leur dire bonjour. Carlitos, qui ne voulait pas, a finalement accepté et nous sommes montés au 3^e étage à toute allure, pensant redescendre dans la manifestation. C'est du moins ce que l'on croyait, car arrivé à la fenêtre de l'appartement un triste spectacle se mettait en marche. Les gardes mobiles se mettaient à charger la foule dans le boulevard Voltaire avec une brutalité féroce. Il y a

eu deux grands mouvements, les manifestants de l'arrière revenant sur les gardes mobiles comme un flux et un reflux.

Aux premières attaques policières, les manifestants qui étaient dans la rue de Charonne ne se rendaient pas compte de ce qui était en train de se passer et continuaient à monter vers le boulevard Voltaire. Nous leur avons crié de se disperser, que la police attaquait.

Puis très rapidement les gardes mobiles sont arrivés à l'entrée de la rue de Charonne.

Là, un court instant, des camarades ont fait front à la police s'armant de panneaux de circulation en chantant la Marseillaise.

Cela a retenu quelques instants l'ardeur des tueurs qui sont repartis de plus bel à la fin de l'hymne national.

J'accuse, car j'ai vu des manifestants sauvagement frappés par les gardes mobiles.

Une femme, qui courait sans chaussures, poursuivie par un garde mobile qui allait la frapper sur la tête, doit son salut à l'intervention courageuse d'un manifestant surgi d'entre deux voitures qui a pris le risque de se battre avec le

policier pour sauver cette femme.

Puis très vite les fumées des gaz lacrymogènes ont envahis la rue de Charonne et le boulevard Voltaire, laissant derrière les morts du métro, des centaines de blessés, réfugiés un peu partout dans le quartier, et quelques vitrines brisées.

Je n'ai jamais oublié cette nuit du 8 février 1962. ■ PAR JEAN-MICHEL DUMONT



Bilan : huit morts et des centaines de blessés

Nous faisons entendre notre colère contre les attentats OAS et cette guerre absurde